



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bretagne

unité départementale du Finistère

Quimper, le 22 juillet 2022

2 rue de Kerivoal
CS 83037
29334 QUIMPER CEDEX

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 6 juillet 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CCCPC AULNE MARITIME

ZA de Kerdanvez

29160 CROZON

Références : ENV-D-22.0293

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 dans l'établissement exploité par la Communauté de Communes de la Presqu'Île de Crozon-Aulne Maritime (CCCPC-Aulne Maritime) implanté ZA de Kerdanvez 29160 CROZON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CCCPC-AULNE MARITIME
- ZA de Kerdanvez 29160 CROZON
- Code AIOT dans GUN : 0005516121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est une plateforme de gestion de déchets : Déchetterie, installation de traitement de déchets par compostage, stockage de déchets inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Prévention incendie
- Autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 1 1-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article Art. 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Autosurveillance bruit	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article Art 9.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article Art 9.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre de déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
Identification préalable déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet
Conditions d'entreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	/	Sans objet
Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 6.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées note que les moyens d'extinction, en cas d'incendie, ne font pas l'objet du suivi requis alors que le département du Finistère connaît une situation de sécheresse conduisant à la majoration du risque de départ de feu. En outre, l'exploitant ne répond pas à l'ensemble des prescriptions relatives à la traçabilité des déchets et aux autosurveillances des niveaux sonores et des rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre de déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : L'exploitant tient à jour une liste de bons de pesées des déchets qui entrent dans la partie ISDI et dans les installations de compostage.</p> <p>Cette liste ne comporte pas l'ensemble des éléments requis, notamment le code du déchet entrant selon le R. 541-7, le SIRET de l'établissement qui expédie les déchets et es informations relatives au transporteur.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification préalable déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p>Constats : L'exploitant a établi des conventions avec les apporteurs. Ces conventions : - n'ont pas été renouvelées alors que leur validité, au sens de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 a expiré (les 3 conventions demandées par échantillonnage datent de 10/2020, 10/2020 et 02/2021) - ces conventions ne comportent pas toutes les informations demandées par l'arrêté ministériel (notamment l'origine des déchets, le libellé et le code déchets, la quantité concernée)</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
Constats : Les stockages de déchets verts sont implantés à 2 m des limites de l'établissement. Un chenil exploité par l'exploitant se situe à proximité immédiate du stockage de déchets verts en attente de broyage (distance au bâtiment <8m), avec une simple clôture grillagée intermédiaire. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les flux thermiques de 5 kW/m ² restent dans le périmètre de l'ICPE en cas d'incendie.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article Art. 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre un incendie adaptés au site et définis en accord avec le Service Départemental d'incendie et de Secours. Ces moyens comprennent au minimum : - 1 poteau d'incendie normalisé, externe à l'établissement, raccordé au réseau public et capable de délivrer un débit minimal de 60 m ³ /heure pendant 2 heures soit un volume total d'au moins 120 m ³ ; - 1 réserve permanente d'eau pour l'extinction d'un incendie d'un volume minimal de 120 m ³ , positionnée sur la plate-forme de compostage et constituée d'un dispositif spécifique ou du bassin étanche de collecte des eaux pluviales de la toiture du bâtiment ; cette réserve est munie d'une prise de raccordement normalisée utilisable sans délai par les services publics de secours et de lutte contre l'incendie ; l'aire de stationnement afférente est balisée, dimensionnée et aménagée pour permettre la mise en aspiration aisée des engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
Constats : Le site est pourvu d'un poteau externe et d'une réserve permanente de 120 m ³ sur le site de compostage. La prise de raccordement de la réserve de 120 m ³ est sectionnée et n'est plus utilisable. La partie déchetterie ne dispose que de 2 extincteurs dans le bungalow à l'accueil.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conditions d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.
Constats : Les déchets verts en attente de broyage sont stockés avec une hauteur estimée à 5 mètres.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article Art 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 3 mois à compter de la mise en service des installations autorisées par le présent arrêté - s'agissant de la plate-forme de compostage et de l'installation de stockage de déchets inertes - puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué au préalable à l'Inspection des Installations Classées. Elle est menée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement. Ce contrôle est effectué aux points référencés "ICPE-1", "ICPE-2", "KERVIRON" et "BROSPEL" selon le plan joint en annexe 3 au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées pourra demander à L'exploitant.
Constats : La dernière analyse des niveaux sonores date du 06/07/2017 et conclut à un respect des niveaux sonores. La fréquence d'analyse tous les 3 ans a minima n'est pas respectée. L'exploitant a prévu sa prochaine campagne de mesures en octobre 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné au point 1.4 un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un registre formalisé.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article Art 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : ARTICLE 9.2.1. AUTO-SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES L'exploitant fait procéder par un organisme extérieur agréé à un contrôle des rejets à l'atmosphère des émissions diffuses et canalisées (bio-filtres) de l'ensemble des installations de son établissement afin de déterminer les éléments suivants, au regard des prescriptions réglementaires définies par les articles 3.1.3.2.2 (4° alinéa) et 3.2.2 du présent arrêté : 1 contrôle au cours des 3 premiers mois après la mise en service de la plate-forme de compostage, puis 1 contrôle annuel Canalisées et diffuses : Débit d'odeurs et concentration d'odeurs Canalisées : H2S et NH3
Constats : La dernière analyse des niveaux atmosphériques date du 11/12/2013 et conclut au respect des VLE. La fréquence d'analyse annuelle n'est pas respectée. L'exploitant a prévu sa prochaine campagne de mesures en octobre 2022, lorsque l'installation sera stabilisée suite à remplacement des consommables du biofiltre.
Observations :
Type de suites proposées : susceptibles de suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ N° XXXX DU XXXXXX 2020
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

DE CCCPC AULNE-MARITIME,
DE RESPECT DE PRESCRIPTIONS DES ACTIVITÉS DE GESTION DE DÉCHETS
EXPLOITÉES SUR LA COMMUNE DE CROZON.

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 à la Communauté de Commune de la Presqu'Île de Crozon Aulne Maritime pour l'exploitation d'une installation de gestion de déchets sur le territoire de la commune de Crozon à l'adresse Kerdanvez ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n° 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées

VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du [date], conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [date] ;

ou

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012 susvisé prescrit que :

« L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre un incendie adaptés au site et définis en accord avec le Service Départemental d'incendie et de Secours. Ces moyens comprennent au minimum :

- 1 poteau d'incendie normalisé, externe à l'établissement, raccordé au réseau public et capable de délivrer un débit minimal de 60 m³/heure pendant 2 heures soit un volume total d'au moins 120 m³;
- 1 réserve permanente d'eau pour l'extinction d'un incendie d'un volume minimal de 120 m³, positionnée sur la plate-forme de compostage et constituée d'un dispositif spécifique ou du bassin étanche de collecte des eaux pluviales de la toiture du bâtiment ; cette réserve est munie d'une prise de

raccordement normalisée utilisable sans délai par les services publics de secours et de lutte contre l'incendie ; l'aire de stationnement afférente est balisée, dimensionnée et aménagée pour permettre la mise en aspiration aisée des engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; »

CONSIDERANT que lors de l'inspection sur site du 06/07/2022, la prise de raccordement de la réserve de 120 m³ est sectionnée et n'est plus utilisable ;

CONSIDERANT que ces conditions d'exploitation ne permettent pas de s'assurer de la maîtrise du risque incendie ;

CONSIDERANT que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement susvisé impose que : « Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. »

CONSIDERANT que lors de l'inspection sur site du 06/07/2022, l'aire d'entreposage de déchets verts se situe à une distance inférieure à 20m de l'enceinte de l'établissement et que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les effets létaux restent à l'intérieur des limites du site. ;

CONSIDERANT que ces conditions de stockage ne permettent pas de s'assurer de l'absence d'effets létaux hors des limites du site, notamment vers le chenil à proximité immédiate ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CCCPC Aulne-maritime de respecter les prescriptions / dispositions de l'article [numéro de l'article] de l'arrêté préfectoral [ministériel] susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère :

ARRÊTE

Article 1 - La Communauté de Commune de la Presqu'île de Crozon Aulne Maritime exploitant une installation de gestion de déchets sise Kerdanvez sur la commune de Crozon est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012 susvisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- [Madame/Monsieur la/le] Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère
- [Madame/Monsieur la/le] de la commune de Crozon
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Région Bretagne

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Le Préfet,

Philippe MAHÉ

